



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26-07-2014

Université recherche : une réforme au service du capital

La réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) qui est présentée comme une simplification des structures et leur renforcement par la constitution de 25 pôles universitaires de taille internationale est en fait profondément liée à la réforme territoriale que nous analysons dans l'article ([semaine N°362](#)) : « Réforme territoriale : la mise en œuvre de la structuration Européenne au service du grand capital et du démantèlement de la Nation ».

En effet dans la loi Fioraso (du nom de la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche), les régions et les métropoles se voient dotées de compétences en matière d'ESR. Elles auront pour responsabilité d'élaborer un schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Elles participeront à la définition du contenu des formations et des stratégies de recherche pour contribuer au développement des entreprises de leur territoire.

Toute cette politique sera concrétisée par un contrat avec l'État. Les formes de regroupement des établissements qui vont de l'association à la fusion, génèrent des ensembles de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et de milliers de salariés. Par exemple : la communauté « Sorbonne Universités » comptera 60.000 étudiants et 15.000 personnels. En regroupant les établissements dans une zone régionale, le pouvoir vise à ce que leur orientation soit en lien direct avec les entreprises dominantes du secteur ce d'autant que le financement de l'État en diminution constante ne suffira pas à faire vivre ces nouveaux regroupements.

La gestion de l'austérité passera alors par des restrictions dans les filières et une aggravation de la précarité pour les personnels. À terme ce qui est visé, c'est la disparition des statuts nationaux qui fondent l'unité de la recherche et de l'enseignement supérieur français pour des statuts régionaux précaires.

La question politique qui se pose, c'est : « pourquoi ces réformes qui depuis quarante années redessinent le paysage universitaire et de la recherche ? ». Certains y voient une volonté de donner à la recherche française une visibilité

internationale (le fameux classement de Shanghai), d'autres y voient l'incompétence des pouvoirs politiques à réformer de manière « *intelligente* » l'Université française. Si ces pseudo-explications ont l'avantage de faire un nuage de fumée sur les raisons profondes de ces transformations, elles ne correspondent en rien à la réalité et aux objectifs que ce fixe un pouvoir politique à la solde du capitalisme monopoliste.

La réalité, c'est que les grandes entreprises monopolistes multinationales ont un besoin impérieux de la recherche et de l'enseignement supérieur pour participer à la concurrence mondiale et s'inscrire dans le pillage des territoires et des peuples. Cependant, la tendance à l'élévation des moyens techniques et des compétences nécessaires pour les mettre en œuvre nécessite des moyens de plus en plus importants qui pèsent sur les profits.

Dans ces conditions, il faut privatiser les acquis de la recherche. C'est à quoi se livrent les monopoles en contrôlant de manière de plus en plus serrée les objectifs de recherche et leurs résultats. L'État est là pour maintenir la profitabilité des entreprises capitalistes, il met l'ESR à leur disposition et leur fait bénéficier d'avantages substantiels au travers du *crédit impôts recherche* (CIR) et d'autres comme le *crédit impôts compétitivité emploi* (CICE). Par exemple le groupe Sanofi (Pharmacie), qui a licencié des milliers de salariés et ferme ses sites de recherche en France a bénéficié en 2012 de 130 millions d'Euros au titre du CIR et de 20 millions au titre du CICE. Le PDG de Sanofi a lâché le morceau en déclarant : « *la France sait convertir l'argent en science mais pas la science en Argent* ».

Voilà qui est clair, dans le système capitaliste, seule compte la loi du profit le reste n'est que littérature.